



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de  
l'Environnement, de l'Aménagement et  
du Logement de Provence Alpes Côte  
d'Azur**

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16, rue Zattara  
CS 70248  
Cedex 03  
13331 Marseille

Marseille, le 11 octobre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Lyondell Basell Services France SAS**

Chemin départemental 54  
BP 14  
13131 BERRE L ETANG

Références : NN/AL D-1251-MRT-2022 -- SPR/UCIM/JN/n° 1051-2022

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2022 dans l'établissement Lyondell Basell Services France SAS implanté Chemin départemental 54 BP 14 13131 BERRE L ETANG. L'inspection a été annoncée le 20/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de la visite d'inspection du 7 juillet 2022 était de vérifier la conformité de l'utilisation des biocides dans le traitement des eaux des tours aéroréfrigérantes au regard de la réglementation relative aux produits chimiques notamment les règlements européens n° 1907/2006 (REACH), n° 528/2012 (RPB) et n° 1272/2008 (CLP).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Lyondell Basell Services France SAS
- Chemin départemental 54 BP 14 13131 BERRE L ETANG
- Code AIOT dans GUN : 0006410871
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le Pôle Pétrochimique de Berre (PPB) est constitué :

- d'unités pétrochimiques : l'exploitant Basell Polyoléfine (BPO) exploite notamment le vapocraqueur, l'unité de fabrication de polyéthylène, l'unité de production du polypropylène, la

Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) exploite les unités de fabrication de caoutchoucs thermoplastiques (appartenant à Kraton), de PVC (appartenant à Kem One) et d'additifs (appartenant à Infineum),

- d'une raffinerie de pétrole exploitée par CPB et dont la déclaration de cessation d'activité a officiellement été déposée le 7 novembre 2014 et dont les installations ont été démantelées,
- d'un parc regroupant des bacs de stockage (Parc Nord).

Le pôle accueille également des installations d'utilités soumises à autorisation (chaudières, énergie, traitement des eaux, services supports, tuyauteries reliant le dépôt du Port de la Pointe au pôle pétrochimique) opérées par la société LyondellBasell Services France (LBSF).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Identification des biocides utilisés sur le site
- Substances actives présentes
- FDS
- Conditions de stockage, d'utilisation et d'élimination
- Étiquetage

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etiquetage des réservoirs fixes	AP Complémentaire du 21/08/2013, article 7.4.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
FDS - Obligation de conserver les informations	Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1	/	Sans objet
FDS - Contenu	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	/	Sans objet
FDS - en français	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	/	Sans objet
FDS - Accès des travailleurs aux informations	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	/	Sans objet
Substance active dans le produit biocide	Règlement européen du 22/05/2012, article 89.2	/	Sans objet
Autorisation de mise sur le marché	Règlement européen du 22/05/2012, article 89.3 et 89.4	/	Sans objet
Conditions de stockage, d'utilisation et d'élimination	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Sans objet
Etiquetage du produit biocide	Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article 10	/	Sans objet
Capacité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 7 juillet 2022 a relevé une non-conformité à l'article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/08/2012 portant sur l'étiquetage des fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux. Il est demandé à l'exploitant de :  
- remettre en conformité le réservoir contenant de l'extrait de javel à proximité de la TAR U121 sous

un délai maximal d'un mois à compter de la notification du présent rapport,  
- identifier et remettre en conformité l'ensemble des réservoirs et les récipients fixes de stockage de produits dangereux non-conformes présents sur site dans un délai maximal d'un an à compter de la notification du présent rapport.

Il est demandé à l'exploitant d'apporter des éléments de réponse aux observations formulées dans le cadre de cette visite sous un délai de 15 jours. A défaut, l'exploitant justifiera les délais de réponse proposés. D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

#### 2-4) Fiches de constats

##### Nom du point de contrôle : FDS - Obligation de conserver les informations

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Détention de la FDS
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque fabricant, importateur, utilisateur en aval, distributeur rassemble toutes les informations dont il a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose le présent règlement et en assure la disponibilité pendant une période d'au moins dix ans après la date à laquelle il a fabriqué, importé, fourni ou utilisé pour la dernière fois la substance, telle quelle ou contenue dans une préparation. Sur demande, ce fabricant, importateur, utilisateur en aval ou distributeur transmet ou met à disposition cette information sans tarder à toute autorité compétente de l'État membre où il est établi ou à l'Agence, sans préjudice des dispositions des titres II et VI.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection l'exploitant a présenté les moyens de traitement biocide sur les tours aéroréfrigérantes du Pôle Pétrochimique de Berre.  Les biocides utilisés sont : - un biocide oxydant utilisé pour le fonctionnement normal des installations par injection en continu dans le circuit des TAR. Il s'agit du produit HYPOCHLORITE DE SOUDE 47/50 -EXTRAIT DE JAVEL fournis par la société BRENNTAG S.A. située au 90 avenue du Progrès - FR 69680 CHASSIEU ; - un bioxyde non-oxydant utilisé par injection d'un choc sur une courte durée d'une dose importante permettant d'atteindre ponctuellement une concentration importante et un effet plus intense dans les zones difficilement atteignables comme les biofilms. Il s'agit du produit NALCO 77352 fournis par la société NALCO FRANCE SAS - 94112 ARCUEIL CEDEX.  L'exploitant a présenté les fiches de données de sécurité associées à ces deux produits biocides.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : FDS - Contenu**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Contenu
<b>Prescription contrôlée :</b> La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes: 1) identification de la substance/préparation et de la société/l'entreprise; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
<b>Constats :</b> La FDS du produit Extrait de Javel date du 19/03/2019 et contient les 16 rubriques indiquées à l'article 31.6 du règlement REACH.  La FDS du produit NALCO 77352 date du 26/06/2021 et contient les 16 rubriques indiquées à l'article 31.6 du règlement REACH.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : FDS - en français**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Contenu de la FDS
<b>Prescription contrôlée :</b> La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou la préparation est mise sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
<b>Constats :</b> Les fiches de données de sécurité associées aux deux produits biocides utilisés sur site sont en français.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : FDS - Accès des travailleurs aux informations**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Accès des travailleurs aux informations
<b>Prescription contrôlée :</b> Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté l'outil informatique constituant la base de données de l'ensemble des FDS des produits utilisés sur site. Cet outil est accessible à tous les employés du site. L'exploitant s'assure que les prestataires intervenant sur les TAR disposent également des FDS des produits biocides utilisés.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Substance active dans le produit biocide**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 22/05/2012, article 89.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Règlement UE n° 528/2012
<b>Prescription contrôlée :</b> Par dérogation à l'article 17, paragraphe 1, à l'article 19, paragraphe 1, et à l'article 20, paragraphe 1, du présent règlement et sans préjudice des paragraphes 1 et 3 du présent article, un État membre peut continuer d'appliquer son système actuel ou ses procédures actuelles de mise à disposition sur le marché d'un produit biocide donné pendant deux ans à compter de la date d'approbation de la dernière des substances actives à avoir été approuvée contenues dans ce produit biocide. Il ne peut autoriser, conformément à ses dispositions nationales, la mise à disposition sur le marché sur son territoire que d'un produit biocide contenant des substances actives existantes qui ont été ou sont évaluées en vertu du règlement (CE) n° 1451/2007 de la Commission du 4 décembre 2007 concernant la seconde phase du programme de travail de dix ans visé à l'article 16, paragraphe 2, de la directive 98/8/CE ( 1 ), mais qui n'ont pas encore été approuvées pour le type de produits en question.  Par dérogation au premier alinéa, s'il a été décidé de ne pas approuver une substance active, un État membre peut continuer à appliquer son système actuel ou ses procédures actuelles de mise à disposition sur le marché des produits biocides pendant douze mois au maximum après la date à laquelle a été prise la décision de ne pas approuver une substance active conformément au paragraphe 1, troisième alinéa.
<b>Constats :</b> Pour le produit Extrait de Javel, la substance active est hypochlorite de sodium de numéro CAS : 7681-52-9. L'inspection a vérifié sur le site de ECHA que cette substance figure bien dans le programme d'examen pour le type de produit TP11 - Produits de protection des liquides utilisés dans les systèmes de refroidissement et de fabrication. L'approbation de la substance active pour ce type de produit par l'Italie est en cours.  Pour le produit NALCO 77352, la substance active est : Mélange de 5-chloro-2-méthyl-2H-isothiazol-3-one de numéro CAS : 55965-84-9. L'inspection a vérifié sur le site de ECHA que cette substance active a bien été approuvée pour le type de produit TP11 : - Par la décision : (EU)2016/131 - Approuvé le : 01/07/2017 - Date d'expiration : 01/07/2027 - Etat-membre évaluateur : France
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Autorisation de mise sur le marché

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 22/05/2012, article 89.3 et 89.4
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Règlement UE n° 528/2012
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>3. Lorsqu'il a été décidé d'approuver une substance active pour un type de produits donné, les États membres veillent à ce que les autorisations de produits biocides relevant de ce type de produits et contenant cette substance active soient accordées, modifiées ou annulées, suivant le cas, conformément au présent règlement, dans un délai de deux ans à compter de la date de l'approbation.</p> <p>À cette fin, les demandeurs souhaitant solliciter l'autorisation ou la reconnaissance mutuelle simultanée de produits biocides de ce type de produits ne contenant aucune substance active autre que des substances actives existantes soumettent une demande d'autorisation ou de reconnaissance mutuelle simultanée aux autorités compétentes des États membres au plus tard à la date de l'approbation de la ou des substances actives. Dans le cas des produits biocides contenant plusieurs substances actives, les demandes d'autorisation sont soumises au plus tard à la date de d'approbation de la dernière substance active pour ce type de produits.</p> <p>Si aucune demande d'autorisation ou de reconnaissance mutuelle simultanée n'a été soumise conformément au deuxième alinéa:</p> <p>a) le produit biocide n'est plus mis à disposition sur le marché dans un délai de 180 jours après la date de l'approbation de la ou des substances actives; et</p> <p>b) l'élimination et l'utilisation des stocks existants du produit biocide peuvent se poursuivre pendant 365 jours après la date de l'approbation de la ou des substances actives.</p> <p>4. Si l'autorité compétente d'un État membre rejette la demande d'autorisation d'un produit biocide présentée en vertu du paragraphe 3 ou décide de ne pas accorder d'autorisation, le produit biocide en question n'est plus mis à disposition sur le marché 180 jours après ce rejet ou cette décision. L'élimination et l'utilisation des stocks existants du produit biocide peuvent se poursuivre pendant 365 jours après la date de ce rejet ou de cette décision.</p>
<b>Constats :</b> Pour le produit NALCO 77352 dont la substance active a bien été approuvée le 01/07/2017 pour le type de produit TP11, l'exploitant a présenté les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- un dossier de demande d'autorisation de l'Union au format BPR a bien été déposé avant cette date (courrier de l'ANSES du 24/05/2020 relatif à l'acceptation de la déclaration pour le produit biocide NALCO 77352 en application de l'article L. 522-2 du code de l'environnement),</li><li>- le numéro de dossier de demande d'autorisation a bien été renseigné dans SIMMBAD et est toujours actif pour ce produit,</li><li>- ce dossier de demande d'autorisation pérenne sous format BPR est toujours en cours d'évaluation par les autorités, et la décision n'a toujours pas été rendue. En ce sens, le biocide Nalco 77352 ne dispose pas encore d'un numéro d'autorisation de mise sur le marché BPR.</li></ul>
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Conditions de stockage, d'utilisation et d'élimination

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Règlement CE n°1907/2006
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes: a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
<b>Constats :</b> Les fiches de données de sécurité identifient les conditions de stockage, d'utilisation et d'élimination associées aux deux produits biocides utilisés sur site. L'inspection a procédé à un contrôle par sondage du respect des exigences concernant les aires de stockage et les conteneurs, des méthodes de traitement des déchets et des précautions pour la protection de l'environnement notamment les points suivants :  Pour le produits NALCO 77352 : - les récipients présents sur site sont maintenus fermés de manière étanche; - le produit est entreposé dans des conteneurs appropriés bien étiquetés; - les conteneurs vides sont stockés dans un endroit dédié, en attente d'être acheminés vers un site agréé pour le traitement des déchets à des fins de recyclage ou d'élimination. L'exploitant indique que l'élaboration du bordereau de suivi des déchets est en cours; - le produit n'est pas en contact avec le sol, les eaux de surface ou souterraines.  Pour l'extrait de javel : - le bac de stockage fixe dispose d'un évent, - il s'agit d'un bac à double enveloppe en PEHD noir afin de protéger le produit de la lumière, - le produit n'est pas stocké avec des acides ou des sels d'ammonium.
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le bordereau de suivi des déchets relatif à l'évacuation des conteneurs vides de NALCO 77352 dès que celui-ci sera disponible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Etiquetage du produit biocide

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article 10
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etiquetage du produit biocide
<b>Prescription contrôlée :</b> En application de l'article 20 du décret du 26 février 2004 susvisé, l'étiquette d'un produit biocide doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes rédigées en français : a) L'identité de toute substance active biocide contenue dans le produit et sa concentration en unités métriques ; b) Le numéro de l'autorisation ; c) Le type de préparation ; d) Les utilisations autorisées du produit biocide ; e) Les instructions d'emploi et la dose à appliquer pour chaque usage autorisé, exprimée en unités métriques ; f) Les indications des effets secondaires défavorables, y compris les effets indirects, susceptibles de se produire, et les instructions de premiers secours ; g) La phrase "Lire les instructions ci-jointes avant l'emploi", dans le cas où le produit est accompagné d'une notice explicative ; h) Des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant le cas échéant une interdiction de réutiliser l'emballage ;



- i) Le numéro ou la désignation du lot de la préparation et de la date de péremption dans des conditions normales de conservation ;
  - j) Le délai nécessaire pour l'apparition de l'effet biocide et sa durée d'action, l'intervalle à respecter entre les applications du produit biocide ou entre l'application et l'utilisation ultérieure du produit, de la matière ou de la surface qui a été traitée ou l'accès ultérieur de l'homme ou des animaux à la zone d'utilisation du produit biocide, y compris des indications concernant les moyens et mesures de décontamination et la durée de ventilation nécessaire des zones traitées ;
  - k) Des indications concernant le nettoyage du matériel ;
  - l) Des indications concernant les mesures de précaution à prendre pendant l'utilisation, le stockage et le transport ;
- et, le cas échéant :
- m) Les catégories d'utilisateurs auxquels l'usage du produit biocide est réservé ;
  - n) Des informations sur tout risque spécifique pour l'environnement, en particulier pour protéger les organismes non visés et éviter la contamination de l'eau.

Dans le cas des produits biocides microbiologiques, ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions réglementaires spécifiques relatives à l'étiquetage de ces produits.

Les indications requises aux points a, b, d et, le cas échéant, g et m, doivent figurer sur l'étiquette du produit. Les indications requises aux points c, e, f, h, i, j, k, l et n peuvent figurer sur un autre endroit de l'emballage ou faire l'objet d'une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante.

Sans préjudice de l'application des dispositions transitoires prévues par les articles 29 et 30 du décret du 26 février 2004, les indications mentionnées aux points b, d et e ne sont pas requises pour les produits biocides contenant une ou des substances actives biocides figurant sur la liste communautaire des substances actives présentes sur le marché au 14 mai 2000, jusqu'à l'intervention de la décision d'autorisation prévue au chapitre II du titre II du livre V du code de l'environnement.

Les mentions requises aux points a à f, h, j, et k à n doivent être portées telles qu'elles figurent dans l'autorisation de mise sur le marché.

Les dispositions du présent article s'appliquent également en cas de transvasement d'un produit biocide dans un autre récipient.

**Constats :** La visite du site a permis de vérifier par sondage la conformité de l'étiquetage du produit NALCO 77352, stocké en récipients mobiles sur site, aux dispositions précitées.

Le produit Extrait de Javel est, quant à lui, livré par camion puis stocké dans un bac fixe à double enveloppe. Les dispositions de l'article faisant l'objet de ce point de contrôle ne lui sont pas applicables.

**Observations :** Sans objet

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Capacité des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Capacité des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :  100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;  50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.  Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :  — dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;  — dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;  — dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du site, l'inspection a constaté la présence d'un stockage de produit NALCO 77352 en récipients mobiles : - 6 fûts de 200l posés sur une rétention mobile qui est trop petite pour couvrir l'ensemble de la surface formée par les 6 fûts, - 1 GRD de 1m3 posé sur une rétention mobile dont la capacité est inférieure à 1m3.  Ceci constitue une non-conformité à l'article 25-I de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.
<b>Observations :</b> Immédiatement à la suite de l'inspection, l'exploitant a procédé à la remise en conformité en remplaçant les rétentions présentes par celles ayant une capacité adaptée à la quantité de produits biocides stockés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Etiquetage des réservoirs fixes**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/08/2013, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etiquetage des substances et préparations dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b> Le produit biocide Extrait de Javel est livré par camion sur site et stocké dans un réservoir fixe à proximité de la TAR U121. Lors de la visite du site, l'Inspection des installations classées a constaté : <ul style="list-style-type: none"><li>- la présence de la mention "Javel" au niveau du stockage mais pas sur le réservoir,</li><li>- l'absence d'éléments d'étiquetage conformément au règlement européen n°1272/2008 dit CLP.</li></ul> <p>Ceci constitue une non-conformité à l'article 7.4.2 de l'APC du 21/08/2013.</p>
<b>Observations :</b> Sous un délai maximal d'un mois à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant remettra en conformité le bac de stockage de Javel à proximité de la TAR U121 au regard des dispositions de l'article 7.4.2 de l'APC du 21/08/2013.  Sous un délai maximal d'un an à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant identifiera et remettra en conformité l'ensemble des réservoirs fixes non-conformes aux dispositions de l'article 7.4.2 de l'APC du 21/08/2013 présents au sein de son établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet